



Cabinet Versaillais d'Expertise comptable  
et de Commissariat aux comptes

Carole PIONNIER

Yannick MAURY

Olivier GOMES

Carlos CARDOSO ELAVAI

## **FEDERATION DES MAGASINS DE BRICOLAGE ET D'AMEUBLEMENT**

**Siège social : 5, rue de Maubeuge – 75009 PARIS**

**N° SIREN : 352 081 715**

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**Fédération des Magasins de Bricolage et de  
l'Aménagement de la Maison**

5 rue de Maubeuge

75009 – PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de la Fédération.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Versailles, le 25 avril 2025

  
**CVEC**  
Commissaire aux comptes  
Olivier GOMES

## **Annexe - Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla				
Autres immobilisations corporelles	39 309	37 444	1 865	3 940
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	5 358		5 358	5 358
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	7 292		7 292	7 048
<b>Total I</b>	<b>51 959</b>	<b>37 444</b>	<b>14 515</b>	<b>16 347</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comman	1 584		1 584	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	37 032		37 032	38 426
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	881		881	622
Divers				
Valeurs mobilières de placement	580		580	895 721
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 216 277		1 216 277	320 315
Charges constatées d'avance	8 538		8 538	8 403
<b>Total II</b>	<b>1 264 892</b>		<b>1 264 892</b>	<b>1 263 488</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations (				
Ecart de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 316 851</b>	<b>37 444</b>	<b>1 279 407</b>	<b>1 279 834</b>

## Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 127 466	1 155 470
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>1 370</b>	<b>-28 004</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 128 836</b>	<b>1 127 466</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total I</b>	<b>1 128 836</b>	<b>1 127 466</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 661	52 398
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	116 910	99 971
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
<b>Total IV</b>	<b>150 570</b>	<b>152 368</b>
Ecart de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 279 407</b>	<b>1 279 834</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
Cotisations	622 601	88,20	611 297	85,17	11 304	1,85
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>83 306</b>		<b>106 432</b>		<b>-23 126</b>	<b>-21,73</b>
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	83 306	11,80	106 432	14,83	-23 126	-21,73
<b>Produits de tiers financeurs</b>						
Concours publics et subventions d'exploita						
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. co						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts			223	0,03	-223	-100,00
Utilisation des fonds dédiés						
Autres produits						
<b>Total I</b>	<b>705 907</b>	<b>100,00</b>	<b>717 952</b>	<b>100,03</b>	<b>-12 045</b>	<b>-1,68</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	376 057	53,27	302 669	42,17	73 389	24,25
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	20 528	2,91	19 721	2,75	807	4,09
Salaires et traitements	296 963	42,07	291 011	40,55	5 952	2,05
Charges sociales	132 506	18,77	129 292	18,01	3 214	2,49
Dotations aux amortissements et aux dépr	2 736	0,39	3 066	0,43	-329	-10,74
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	221	0,03	221	0,03		0,03
<b>Total II</b>	<b>829 013</b>	<b>117,44</b>	<b>745 981</b>	<b>103,94</b>	<b>83 032</b>	<b>11,13</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-123 106</b>	<b>-17,44</b>	<b>-28 029</b>	<b>-3,91</b>	<b>-95 077</b>	<b>339,21</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de						
Autres intérêts et produits assimilés	2 108	0,30	4 152	0,58	-2 044	-49,23
Repr./ provisions, dépréciations et transfer	11 429	1,62			11 429	
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. d	123 969	17,56	14 860	2,07	109 110	734,27
<b>Total III</b>	<b>137 507</b>	<b>19,48</b>	<b>19 011</b>	<b>2,65</b>	<b>118 496</b>	<b>623,29</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Dotations aux amort., aux dépréciations et			11 429	1,59	-11 429	-100,00
Intérêts et charges assilées	100	0,01			100	
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. d	12 719	1,80	7 556	1,05	5 163	68,33
<b>Total IV</b>	<b>12 820</b>	<b>1,82</b>	<b>18 986</b>	<b>2,65</b>	<b>-6 166</b>	<b>-32,48</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>124 687</b>	<b>17,66</b>	<b>25</b>		<b>124 661</b>	<b>NS</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant imp</b>	<b>1 581</b>	<b>0,22</b>	<b>-28 004</b>	<b>-3,90</b>	<b>29 585</b>	<b>-105,65</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de						
<b>Total V</b>						
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et						
<b>Total VI</b>						
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-</b>						
Participation des salariés aux résultats (VI						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	211	0,03			211	
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>843 414</b>	<b>119,48</b>	<b>736 963</b>	<b>102,68</b>	<b>106 451</b>	<b>14,44</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII</b>	<b>842 044</b>	<b>119,29</b>	<b>764 966</b>	<b>106,58</b>	<b>77 077</b>	<b>10,08</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>1 370</b>	<b>0,19</b>	<b>-28 004</b>	<b>-3,90</b>	<b>29 374</b>	<b>-104,89</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES E</b>						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
<b>TOTAL</b>						
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
<b>TOTAL</b>						

## Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FEDERATION MAGASINS DE BRICOLAGE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 279 407 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 1 370 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Règles et méthodes comptables

### **Immobilisations financières**

---

Elles sont composées de dépôts de garantie pour un montant de 7 292 euros et de titres de participation pour un montant de 5 358 euros.

### **Créances**

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	26 351			26 351
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 296	661		12 957
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>38 648</b>	<b>661</b>		<b>39 309</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	5 358			5 358
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	7 048	244		7 292
<b>Immobilisations financières</b>	<b>12 406</b>	<b>244</b>		<b>12 650</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>51 054</b>	<b>905</b>		<b>51 959</b>

## Notes sur le bilan

### Immobilisations financières

La Fédération des Magasins de Bricolage détient 500 actions dans la société SREP SA (entreprise née du rapprochement entre Eco-Emballages et Ecofolio) depuis le 15 janvier 1993. Elle a fait l'acquisition de 948 actions supplémentaires de SREP SA le 29 août 2017.

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	22 666	2 404		25 069
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 042	333		12 375
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>34 708</b>	<b>2 736</b>		<b>37 444</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>34 708</b>	<b>2 736</b>		<b>37 444</b>



## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 53 743 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	7 292		7 292
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	37 032	37 032	
Autres	881	881	
Charges constatées d'avance	8 538	8 538	
<b>Total</b>	<b>53 743</b>	<b>46 450</b>	<b>7 292</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Clients prod.non enc.fact	37 032
<b>Total</b>	<b>37 032</b>

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	A la clôture
Fonds propres sans droit de re					
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	1 155 470	-28 004			1 127 466
Excédent ou déficit de l'exercic	-28 004	28 004	1 370		1 370
<b>Situation nette</b>	<b>1 127 466</b>		<b>1 370</b>		<b>1 128 836</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
<b>TOTAL</b>	<b>1 127 466</b>		<b>1 370</b>		<b>1 128 836</b>

### Dettes

## Notes sur le bilan

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 150 570 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 661	33 661		
Dettes fiscales et sociales	116 910	116 910		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>150 570</b>	<b>150 570</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

### Charges à payer

	Montant
Fourn. fact.non parvenues	11 598
Dettes prov./conges payes	28 087
Charg.soc./conges a payer	16 182
<b>Total</b>	<b>55 867</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat. d avance	8 538		
<b>Total</b>	<b>8 538</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

### Rémunération des commissaires aux comptes

#### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 944 Euros

Honoraire des autres services : 5 940 Euros

**Fédération des Magasins de Bricolage et de  
l'Aménagement de la Maison**

5 rue de Maubeuge

75009 – PARIS

**Rapport du Commissaire aux comptes**

**sur les conventions réglementées**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre Fédération, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous vous informons qu'au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2024, il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article 612-5 du Code de Commerce.

-----O-----

Versailles, le 25 avril 2025



**CVEC**  
Commissaire aux comptes

Olivier GOMES